

L'Union pour la Méditerranée et les acquis civils de Barcelone

Abdallah Saaf

L'Institut d'Etudes de Sécurité de l'UE a présenté un rapport intitulé « Union for the Mediterranean. Building on the Barcelona *acquis* » le 18 juin 2008 à Bruxelles devant une assistance de diplomates et d'experts concernés par les enjeux euro-méditerranéens actuels, notamment par le projet d'Union pour la Méditerranée.

Dans cette démarche, outre les acquis institutionnels et l'impact économique du partenariat, il importe de ne pas faire table rase de l'expérience passée, de prendre en considération les acquis de plus d'une décennie de mise en œuvre du processus de Barcelone, de quelques années déjà de politique de voisinage. Parmi les acquis les plus importants, il importe de considérer que tout ne se réduit pas, dans ce qui s'est fait et se fait à des relations interétatiques, intergouvernementales, formelles, institutionnelles. L'impression prévaut que, sur bien des sujets, des dynamiques ont été enclenchées, qui ont marqué des progrès, et constituent même des éléments de la culture à l'œuvre et liés à la préoccupation euro-méditerranéenne.

Tout d'abord, il convient de constater que, derrière les travaux gouvernementaux, se profile le rôle des sociétés civiles. Cette force est elle-même dotée d'espaces marqués d'une vitalité notoire, comme la Plateforme civile Euromed. Des institutions communes telles que l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne la Fondation pour le Dialogue des Cultures sont également très importantes. Tout repose sur des enveloppes budgétaires plus ou moins significatives, un suivi politique, des rencontres à différents niveaux, des instruments de dialogue, mais aussi des interactions souvent enrichissantes. Les rapports entre sociétés civiles ont créé des relations entre des centaines d'ONG dans la région et entre des militances associatives de différentes sensibilités.

En outre, un travail de socialisation relativement profond a été effectué : après la mise en œuvre du processus de Barcelone, un rapprochement relatif notoire des deux côtés a eu lieu, s'agissant aussi bien des diplomates, des administrations que des acteurs politiques et des sociétés civiles. La perspective d'une Méditerranée zone de libre échange (MEFTA) ne se limite donc pas à un acte de nature commerciale, mais est une sorte de projet de contrat social entre les Etats et les

populations concernées de la région – une tentative de type volontariste avec la définition d'objectifs communs spécifiques.

Par ailleurs, les dimensions politiques ont agi dans ce sens. La formation d'une culture fondée sur la règle de droit, la diffusion des valeurs démocratiques, du respect des droits humains et des libertés fondamentales (expression, association, pensée, conscience, religion, droits de la femme, lutte contre les discriminations de race, de nationalité, de langue, de religion, de sexe, etc..

Un grand effort a été fait pour permettre l'établissement de relations entre les citoyens des deux côtés, les amener à vivre les uns à côté des autres au-delà leurs différences, à faire prévaloir l'idée d'unité dans la diversité.

Cette relation de « people to people » peut-être considérée comme l'un des acquis majeurs de Barcelone. Il a en tout cas permis l'intégration des sociétés civiles dans le partenariat euro-méditerranéen.

Le rapport montre l'importance d'un exemple comme celui de la relation aux organisations islamistes. Il est clair que, dans quelques cas patents, la marginalisation des islamistes et de leurs mouvances dans la société civile a contribué paradoxalement à marginaliser les secteurs démocratiques non islamistes. Bien des faits et des phénomènes enregistrés dans les pays du Sud s'expliquent par le fait que ces derniers ont eu tendance à considérer Barcelone comme un dispositif de préservation du statu quo. Or, grâce au contexte qu'il a créé, beaucoup de choses ont évolué.

Notons aussi que, dans le contexte actuel, où l'on a tendance à percevoir l'autre de plus en plus comme une complication, et de moins en moins comme une opportunité, l'immigration est davantage définie comme une question de sécurité. Cette problématique semble néanmoins avoir évolué. Elle semblait inciter à traiter les immigrés comme acteurs à part entière de la coopération euro-méditerranéenne, et à mettre en valeur leurs rôles potentiels de facilitateurs dans les domaines de l'investissement, de l'internationalisation, des transferts de l'expérience et des savoir-faire.

En dépit de nombreuses difficultés, les préoccupations euro-méditerranéennes de la période passée semblent avoir davantage encouragé à mettre fin aux attitudes xénophobes et à tenter de réhabiliter, de promouvoir et d'impulser la dimension humaine de la migration.

Le thème du « clash des civilisations » constitue un autre domaine où, dans une perspective de « civilianisation », on a vu se mettre à l'œuvre les outils d'un travail patient d'intégration dans la diversité. La

crise des caricatures en a constitué le révélateur et l'expression. Un des grands enseignements de cet épisode pourrait bien être d'avoir démontré qu'il est inutile de traiter les civilisations comme des acteurs majeurs des relations internationales d'aujourd'hui, à dépasser les postures d'interpellation, d'explication et d'appréciation de type culturaliste, c'est-à-dire renvoyant à chaque fois à la spécificité culturelle. Elle atteste du grand intérêt qu'il y a à faire prévaloir la dimension politique des contradictions de cette nature, le rôle des gouvernements, des partis politiques, de leurs dimensions politiques, du rôle de la société civile, du secteur privé.

Ces acquis civils fort précieux ne sauraient être ignorés alors que la région semble sur le point d'entamer une nouvelle expérience.